

PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Service Loire et Bassin Loire-Bretagne

Département Délégation de Bassin

Orléans, le 19 avril 2016

Note

à

**Mesdames et Messieurs les membres de  
la mission d'appui technique Gemapi du  
bassin Loire-Bretagne**

**Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi)**

**Actualités juridiques**

**1. Loi « métropoles » - Décrets d'application**

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « métropoles », prévoyait cinq décrets d'application sur Gemapi.

Quatre décrets ont été publiés :

- mission d'appui technique de bassin (décret n° 2014-846 du 28 juillet 2014) ;
- digues (décret n° 2015-526 du 12 mai 2015) ;
- indemnisation des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (décret n° 2015-693 du 18 juin 2015) ;
- établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) et établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) (décret n° 2015-1038 du 20 août 2015) : ce décret précise, pour l'essentiel, les critères de délimitation de leurs périmètres d'intervention.

Concernant le décret « taxe », aucun projet n'a été diffusé. Après analyse juridique, les directions d'administration centrale estiment que la loi est suffisamment claire pour s'appliquer sans décret. Une instruction du ministère de l'Intérieur du 11 septembre 2014 a été adressée aux préfets en ce sens.

**2. Loi « NOTRe »**

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », n'a pas modifié les dispositions créant la compétence (et la taxe) de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, mais a reporté son attribution au bloc communal du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Par ailleurs, les structures assurant des missions de Gemapi à la date de publication de la loi « métropoles » (28 janvier 2014) continuent à exercer les compétences qui s'y rattachent jusqu'au transfert de celles-ci aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, et au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La loi NOTRe a introduit une procédure simplifiée pour la transformation des syndicats mixtes existants en EPAGE/EPTB (alors que la loi « métropoles » ne prévoyait qu'une procédure de création *ex-nihilo*).

Enfin, la loi NOTRe a supprimé la reconnaissance préalable de l'intérêt communautaire pour la prise de compétence Gemapi par les communautés de communes. Ce transfert de compétence devient donc automatique pour l'ensemble des établissements publics de coopération communale (EPCI) à fiscalité propre.

### **3. Arrêté « SOCLE »**

L'arrêté du 20 janvier 2016 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) introduit l'élaboration d'une stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (Socle).

Cette stratégie a été prévue suite au dialogue national des territoires dédié à la compétence Gemapi en 2015, et élaboré au sein de groupes de travail issus du Comité national de l'eau (CNE).

Cette stratégie comprend :

- « un descriptif de la répartition entre les collectivités et leurs groupements des compétences dans le domaine de l'eau ;
- des propositions d'évolution des modalités de coopération entre collectivités sur les territoires à enjeux au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et de l'exercice des compétences des groupements existants. »

Elle sera établie en recherchant :

- « la cohérence hydrographique, le renforcement des solidarités financières et territoriales et la gestion durable des équipements structurants du territoire nécessaires à l'exercice des compétences des collectivités dans le domaine de l'eau ;
- la rationalisation du nombre de syndicats, par l'extension de certains périmètres, la fusion de syndicats ou la disparition des syndicats devenus obsolètes. »

En outre, cette stratégie est compatible avec le plan de gestion des risques inondation (PGRI).

Enfin, elle est révisée à chaque mise à jour du Sdage. Pour son premier établissement, elle sera arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin au plus tard le 31 décembre 2017, après avis du comité de bassin. Le projet d'arrêté est mis à la disposition des collectivités et groupements concernés par voie électronique. Leurs observations, déposées par voie électronique, doivent parvenir au préfet coordonnateur de bassin dans un délai de deux mois à compter de la mise à disposition.

Une instruction technique du ministère en charge de l'environnement est prévue pour accompagner cet arrêté.

### **4. Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages**

Le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a fait l'objet de deux lectures à l'Assemblée nationale, et d'une première lecture au Sénat. Une deuxième lecture au Sénat est prévue du 10 au 12 mai 2016, sur la base du texte transmis par l'Assemblée nationale le 18 mars 2016.

Ce projet de loi apporte des modifications à la mise en œuvre de la Gemapi :

- généralisation du mécanisme de représentation-substitution pour tous les types d'EPCI à fiscalité propre ;
- possibilité de transformer de façon simplifiée une institution interdépartementale en syndicat mixte ;
- taxe Gemapi :
  - modification de l'article L. 151-36 du Code rural : interdiction d'utiliser la redevance pour service rendu au titre de Gemapi, si une taxe Gemapi a été effectivement instituée,
  - possibilité pour une commune d'instituer la taxe Gemapi même si elle a transféré tout ou partie de la compétence à un ou plusieurs syndicats mixtes.